



Assemblée générale

Distr. générale
9 janvier 2015

Soixante-neuvième session
Point 124 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 2014

[sans renvoi à une grande commission (A/69/L.35 et Add.1)]

69/132. Santé mondiale et politique étrangère

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 63/33 du 26 novembre 2008, 64/108 du 10 décembre 2009, 65/95 du 9 décembre 2010, 66/115 du 12 décembre 2011, 67/81 du 12 décembre 2012 et 68/98 du 11 décembre 2013 et les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies qui ont contribué à faire progresser l'action en faveur de la santé mondiale, comme indiqué dans ces résolutions,

Rappelant également la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, le droit international humanitaire, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels² et la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé³,

Réaffirmant que toute personne, sans distinction d'aucune sorte, a le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, d'un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être et ceux de sa famille, notamment en termes d'alimentation, d'habillement et de logement, et de l'amélioration constante de ses conditions de vie,

Soulignant qu'il incombe aux États Membres de mettre en place des systèmes de santé nationaux résilients et de renforcer les capacités nationales en prêtant notamment l'attention voulue à la qualité des services, au financement des systèmes de santé, notamment à l'affectation de crédits budgétaires suffisants, aux professionnels de la santé, aux systèmes d'information sanitaire, aux modalités d'approvisionnement et de distribution de médicaments, de vaccins et de technologies et aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi que d'avoir la volonté politique de prendre des initiatives et d'assurer la gouvernance, et consciente de la valeur et de l'importance de la couverture sanitaire universelle pour ce qui est de fournir un accès à des services de santé de qualité tout en faisant en sorte que leur coût n'expose pas les usagers, en particulier les pauvres, les personnes vulnérables et les couches marginalisées de la population à des difficultés financières,

¹ Résolution 217 A (III).

² Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 14, n° 221.



Consciente que la santé est à la fois un préalable, un résultat et un indicateur des trois dimensions du développement durable et qu'en dépit des progrès accomplis, des obstacles à la santé mondiale, y compris d'importants facteurs de vulnérabilité et d'inégalité dans chaque pays, région et groupe de population et entre pays, régions et groupes de population, subsistent et appellent une attention soutenue,

Notant que l'Initiative Politique étrangère et santé mondiale a pour rôle de favoriser les effets de synergie entre politique étrangère et santé mondiale, et consciente qu'il ne suffit pas de prendre des mesures techniques ou des mesures nationales dans le secteur de la santé pour combler les inégalités en matière de santé au sein des pays et entre ceux-ci, mais qu'il faut également un engagement mondial en faveur de la santé fondé sur une solidarité mondiale et une responsabilité partagée,

Réaffirmant l'engagement en faveur de la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement, se félicitant des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs concernant la santé, qui est déterminante pour la réalisation de l'ensemble des objectifs du Millénaire, et soulignant qu'il faut continuer de soutenir les initiatives visant à accélérer les progrès pour atteindre ces objectifs,

Rappelant sa résolution 68/309 du 10 septembre 2014, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction du rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable⁴ et décidé que c'était principalement sur la base de la proposition formulée dans le rapport de ce groupe de travail ouvert que les objectifs seraient incorporés dans le programme de développement pour l'après-2015, sachant que d'autres contributions seraient aussi examinées lors des négociations intergouvernementales qui se tiendraient à sa soixante-neuvième session,

Soulignant qu'il importe d'instaurer une coopération internationale accrue afin d'appuyer les efforts que font les États Membres pour atteindre les objectifs liés à la santé, assurer l'accès universel aux services de santé et s'attaquer aux problèmes de santé existants, compte tenu des réalités et des ressources de chacun ainsi que de leurs politiques et de leurs priorités nationales,

Notant le rôle important que peuvent jouer dans le développement des partenariats multipartites et bien coordonnés entre toutes sortes d'acteurs, y compris les gouvernements, les autorités locales, les institutions internationales, les entreprises, les organisations de la société civile, les fondations, philanthropes et investisseurs dans des projets à caractère social, les scientifiques et universitaires, et les particuliers, en soutenant les priorités de santé publique qui contribuent à améliorer les résultats dans le domaine de la santé,

Réaffirmant le droit de se prévaloir pleinement des dispositions de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, de la décision du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce, en date du 30 août 2003, concernant l'application du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique et, lorsque les procédures d'acceptation officielle auront abouti, de l'amendement à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC que le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce a proposé dans sa décision du 6 décembre 2005, qui prévoient d'assouplir les dispositions applicables

⁴ A/68/970 et Corr.1.

à la protection de la santé publique, en particulier de promouvoir l'accès universel aux médicaments, et d'encourager la fourniture d'une aide aux pays en développement pour ce faire, et souhaitant que l'amendement à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC soit largement et rapidement accepté,

Considérant que la protection des droits de propriété intellectuelle peut être importante pour la mise au point de nouveaux médicaments,

Considérant également que les attaques visant le personnel soignant et les autres professionnels de la santé ont des conséquences durables et entraînent notamment des pertes en vies humaines et des souffrances, qu'elles affaiblissent la capacité des systèmes de santé de fournir des services vitaux et qu'elles font obstacle au développement des services de la santé et rappelant à cet égard sa résolution 68/101 du 13 décembre 2013 sur la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection du personnel des Nations Unies ainsi que la résolution 65.20 de l'Assemblée mondiale de la Santé en date du 26 mai 2012⁵,

Constatant que le fait d'attaquer ou de menacer des membres du personnel soignant et d'autres professionnels de la santé ou de les empêcher par d'autres moyens de s'acquitter de leurs fonctions compromet leur sécurité physique et leur capacité de respecter leurs codes de déontologie, porte atteinte au droit de jouir du meilleur état de santé possible et entrave l'accès universel aux services de santé,

Réaffirmant qu'il incombe aux États Membres d'assurer la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être de leur population, ainsi que la résilience et l'autonomie de leurs systèmes de santé et l'accès aux services de santé, qui est essentiel pour réduire l'exposition aux risques et aux crises sanitaires et prendre des mesures efficaces de prévention, d'intervention et de relèvement en cas d'urgence ou de catastrophe,

Se déclarant vivement préoccupée par l'épidémie d'Ebola qui sévit actuellement, preuve qu'il est urgent de se doter d'un solide système de santé permettant d'appliquer le Règlement sanitaire international, de se préparer aux pandémies, de mettre en place une couverture sanitaire universelle assurant un accès universel aux services de santé, qui contribuerait à prévenir et enrayer les éventuelles épidémies, et de disposer de professionnels de la santé motivés, bien formés et correctement équipés, soulignant qu'il faut que les États Membres et les autres institutions concernées fournissent de toute urgence tous les moyens d'appui possibles aux pays touchés par l'Ebola pour mettre un terme à cette épidémie et notant qu'il importe de prendre des mesures fondées sur des données factuelles pour écarter la peur, la stigmatisation et la discrimination,

Prenant note des efforts multisectoriels, notamment du Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale, qui vise à renforcer les capacités mondiales de prévention, de détection et d'intervention en cas de maladie infectieuse, en particulier par la promotion de systèmes de santé, de dispositifs de surveillance et de protocoles d'intervention durables et résilients,

Soulignant que le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, la mise en place de systèmes de santé résilients et la promotion d'une couverture sanitaire universelle sont favorisés si les États Membres, les acteurs non étatiques et les individus respectent l'intégrité et la sécurité du personnel soignant et

⁵ Voir Organisation mondiale de la Santé, document WHA65/2012/REC/1.

des autres professionnels de la santé dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que de leurs moyens de transport et des établissements dans lesquels ils exercent,

Sachant qu'il faut prévenir l'exposition des professionnels de la santé à des conditions de travail dangereuses et à des circonstances violentes ainsi que les traumatismes divers qu'il subissent en conséquence, et y remédier, notamment en leur dispensant une formation spécialisée dans les domaines de l'administration et des services de santé publique, en améliorant la prise en charge des patients et en mettant en place d'autres mécanismes d'accompagnement afin d'assurer la sécurité, la productivité et l'efficacité de ces professionnels et un meilleur accès aux services de santé,

Soulignant que le personnel soignant et les autres professionnels de la santé ont le devoir d'exercer en toute indépendance morale et professionnelle, avec compassion, et dans le respect de la dignité humaine et le souci constant de la vie humaine, et d'agir dans l'intérêt du patient et conformément à leur code de déontologie,

Rappelant les règles et principes du droit international humanitaire, notamment les dispositions pertinentes des quatre Conventions de Genève de 1949⁶ et de leurs Protocoles additionnels de 1977⁷ et 2005⁸, ainsi que les règles et principes de droit international coutumier relatifs à la protection du personnel soignant et du personnel humanitaire qui se consacre exclusivement à des tâches médicales, de leurs moyens de transport, de leur matériel et des hôpitaux et autres installations médicales,

Rappelant également les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance applicables à l'action humanitaire et le fait que tous les acteurs qui participent à cette action dans les situations d'urgence humanitaire, de conflit armé ou de catastrophe naturelle doivent les défendre et les respecter pleinement,

Déplorant les actes de violence perpétrés contre les membres du personnel soignant et les autres professionnels de la santé et les menaces de violence exercées à leur encontre partout dans le monde, en temps de conflit armé ou en situation d'urgence, et soulignant que de tels actes nuisent tant au développement de systèmes de santé durables qu'au respect des codes de déontologie du personnel soignant et des professionnels de la santé,

Constatant que les membres du personnel humanitaire et les professionnels de la santé recrutés localement sont particulièrement exposés aux attaques et qu'ils représentent la majorité des victimes recensées dans ces professions,

Considérant que les conflits armés constituent la plus grave menace à laquelle sont exposés le personnel soignant et les autres professionnels de la santé, consciente des risques auxquels ils sont exposés dans d'autres situations, et notant qu'il incombe aux gouvernements de mettre en œuvre les mesures préventives et correctives qui s'imposent,

Réaffirmant le rôle de direction et de coordination que joue l'Organisation mondiale de la Santé dans l'action internationale en faveur de la santé conformément à sa Constitution et constatant le rôle primordial qu'elle joue avec

⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

⁷ *Ibid.*, vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

⁸ *Ibid.*, vol. 2404, n^o 43425.

d'autres organisations internationales compétentes qui, selon que de besoin et à la demande des intéressés, aident les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des mesures destinées à promouvoir la sécurité du personnel soignant et des autres professionnels de la santé, de leurs moyens de transport et des établissements dans lesquels ils exercent, ainsi que le respect de leurs codes de déontologie,

1. *Prend acte avec satisfaction* de la note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé sur la santé mondiale et la politique étrangère⁹ ;

2. *Exhorte* les États Membres à protéger, à promouvoir et à respecter le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible et à adopter une approche globale de la santé, notamment en tenant compte des questions de santé dans la formulation de leur politique étrangère ;

3. *Engage* les États Membres à promouvoir des mesures d'incitation appropriées et l'instauration d'un cadre de travail sûr et porteur afin de s'assurer durablement les services des professionnels de la santé et d'assurer leur répartition équitable sur tout le territoire, ainsi qu'à s'inspirer du Code de pratique mondial de l'Organisation mondiale de la Santé pour le recrutement international des personnels de santé¹⁰ pour renforcer leurs systèmes de santé en s'assurant à long terme un accès à du personnel qualifié ;

4. *Invite* l'Organisation mondiale de la Santé à fournir aux États Membres qui en font la demande un appui technique visant à renforcer leur capacité de répondre aux urgences de santé publique et à améliorer la mise en œuvre du Règlement sanitaire international, en mettant particulièrement l'accent sur les pays en développement, afin d'y renforcer les capacités, d'y consolider les systèmes de santé et d'y promouvoir la viabilité financière, la formation, le recrutement et la rétention des professionnels de la santé, ainsi que les transferts de technologies à des conditions arrêtées d'un commun accord ;

5. *Demande* que les États Membres mettent au point et instaurent des systèmes de santé résilients et durables propres à accélérer la transition vers la couverture sanitaire universelle, de manière à ce que leurs populations bénéficient de services accessibles et permanents et souligne que le personnel soignant et les autres professionnels de la santé doivent pouvoir intervenir sans subir d'entraves, de menaces ou d'agressions et accomplir leurs tâches dans le respect des dispositions de leurs codes de déontologie et conformément à leurs compétences ;

6. *Demande* à tous les États Membres et à toutes les parties prenantes de respecter l'intégrité du personnel soignant et des autres professionnels de la santé qui accomplissent leurs tâches dans le respect des dispositions de leurs codes de déontologie et conformément à leurs compétences ;

7. *Rappelle* la résolution 65.20 de l'Assemblée mondiale de la Santé⁵, dans laquelle est soulignée la nécessité de disposer d'un chef de file mondial dans la mise au point de méthodes de collecte et de diffusion systématiques de données sur les attaques contre les établissements de santé, les agents de santé, les transports sanitaires et les patients dans des situations d'urgence complexes, en coordination avec d'autres organismes concernés du système des Nations Unies, d'autres acteurs

⁹ A/69/405.

¹⁰ Organisation mondiale de la Santé, document WHA63/2010/REC/1, annexe 5.

pertinents et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, en évitant les chevauchements d'activités ;

8. *Condamne fermement* toutes les attaques visant des membres du personnel soignant et autres professionnels de la santé, leurs moyens de transport et leur matériel, ainsi que des hôpitaux et autres établissements de santé et déplore les répercussions durables de ces attaques sur les populations et les systèmes de santé des pays concernés ;

9. *Demande instamment* le plein respect des règles et principes du droit international humanitaire, notamment des dispositions pertinentes des quatre Conventions de Genève de 1949⁶ et de leurs Protocoles additionnels de 1977⁷ et 2005⁸, insiste sur l'obligation de respecter et de protéger en toutes circonstances, conformément au droit international humanitaire et aux lois et règlements nationaux pertinents, le personnel médical et le personnel humanitaire qui se consacre exclusivement à des tâches médicales, leurs moyens de transport et leur matériel, ainsi que les hôpitaux et autres établissements de santé, constate à cet égard le rôle que jouent les cadres juridiques nationaux et autres mesures appropriées dans la promotion de la sécurité et de la protection de ces professionnels, et exhorte les États à mettre au point des mesures efficaces en vue de prévenir les violences à l'encontre des professionnels de la santé et d'y remédier ;

10. *Engage* les États Membres, conformément aux obligations découlant des dispositions pertinentes du droit international des droits de l'homme, notamment le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, à promouvoir l'égalité de l'accès aux services de santé, à respecter le personnel soignant et les autres professionnels de la santé et à les protéger des tentatives d'obstruction, des menaces et des agressions physiques ;

11. *Invite* l'Organisation mondiale de la Santé et les autres organisations internationales compétentes à renforcer leur capacité d'apporter une aide aux États Membres, notamment en encourageant la recherche, et en mettant au point, à la demande des États Membres et par le biais de la coopération technique et d'autres moyens, des mesures préventives destinées à renforcer et à promouvoir la sécurité et la protection du personnel soignant et des autres professionnels de la santé, de leurs moyens de transport et des établissements dans lesquels ils exercent, ainsi qu'à améliorer la résilience des systèmes de santé et à faire progresser la mise en œuvre effective de la couverture sanitaire universelle ;

12. *Note* que la santé mondiale continue de connaître des problèmes qui exigent une attention soutenue, et qu'il est donc urgent que les engagements tendant à renforcer le partenariat mondial pour le développement soient tenus, souligne en particulier, à cet égard, l'importance de la coopération Nord-Sud, de la coopération Sud-Sud, de la coopération triangulaire et de l'échange de bonnes pratiques, ainsi que du renforcement des capacités et des transferts de technologies à des conditions arrêtées d'un commun accord, dans la lutte contre les inégalités sanitaires qui s'inscrit dans le contexte de l'élimination de la pauvreté et du développement durable, conformément aux priorités définies sur le plan national ;

13. *Engage* les États Membres à mettre au point en collaboration avec les organisations internationales et les acteurs non étatiques compétents, selon qu'il convient, des mesures préventives ayant pour objet de renforcer et de promouvoir la sécurité et la protection du personnel soignant et des autres professionnels de santé et le respect de leurs codes déontologiques, parmi lesquelles :

a) L'adoption de définitions et de normes claires et universellement reconnues pour l'identification et le marquage du personnel soignant et des autres professionnels de la santé, de leurs moyens de transport et des établissements dans lesquels ils exercent ;

b) L'élaboration de mesures éducatives spécifiques et adaptées, à l'intention des professionnels de la santé, des agents de l'État et de l'ensemble de la population ;

c) L'élaboration de mesures destinées à assurer la protection des professionnels de la santé, de leurs moyens de transport et des établissements dans lesquels ils exercent ;

d) L'élaboration d'autres mesures, notamment l'établissement de cadres juridiques nationaux quand il y a lieu, en vue de lutter efficacement contre les actes de violence visant le personnel soignant et les professionnels de la santé ;

e) La collecte de données relatives aux tentatives d'obstruction, aux menaces et aux agressions physiques recensées à l'encontre de professionnels de la santé ;

14. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite collaboration avec la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, de lui présenter un rapport sur la protection des professionnels de la santé, dans lequel les données d'expérience communiquées par les États Membres seront exposées et analysées, et qui contiendra des recommandations concernant les mesures, notamment préventives, que doivent prendre les parties concernées.

*69^e séance plénière
11 décembre 2014*